



PARTENARIAT STRATEGIQUE ENTRE CHINE ET RUSSIE

Mémoire de géopolitique
du Chef de bataillon Bernard Masson
dans le cadre du séminaire “La Russie et son
environnement proche.”

Directeur : Mademoiselle Isabelle FACON

Avril 2002

Sommaire

introduction

Partie I :

Héritage et rapprochement

Evolution des rapports entre la Russie et la Chine

Géostratégie russe et chinoise du moment

quels rapprochements possibles ?

Partie II :

Le partenariat stratégique

Nouvelles perspectives, nouveaux accords

Ambitions différentes, faiblesses du partenariat

conclusion

Introduction

Les rapports entre la Chine et la Russie sont marqués par une longue période de désaccords et de conflits. Le grand schisme qui divisa le bloc socialiste pendant toutes les années 1960 à 1980, et qui faillit mener Pékin et Moscou à la guerre, n'a disparu qu'à la veille de la fin de la Guerre froide. La visite de Mikhaïl Gorbatchev à Pékin, première d'un chef d'état soviétique qui vient sceller la reprise de relations n'intervient, en effet que quelques mois avant la chute du mur de Berlin, et deux ans avant la dissolution de l'URSS.

Les vingt dernières années ont vu un bouleversement de la position internationale de la Chine. Paria international, enfoncé dans le sous-développement économique puis l'anarchie, brouillé avec les deux camps de la Guerre froide mais, aussi avec une grande partie du « tiers-mondes » pendant la période maoïste, la Chine a opéré, ensuite, un retour remarquable sur la scène internationale. Celui-ci s'est effectué sur le plan institutionnel et géostratégique, le pays acquérant un statut plus conforme à son poids démographique, mais aussi, dans un deuxième temps, sur le plan économique. C'est en effet le marché potentiel gigantesque constitué par un cinquième de l'humanité, qui a assis la stature de la Chine dans un monde de l'après-guerre froide dominé par la notion de mondialisation. Si l'économie a ainsi assuré l'ouverture de la Chine, et consolidé sa réinsertion internationale, c'est cependant également elle qui fonde les plus grandes incertitudes fragilisant le pays à l'aube du XXI^e siècle. L'immense Chine est un pays dont le monde extérieur a redécouvert l'importance et le potentiel au cours des vingt dernières années ; mais elle-même ne peut oublier les énormes problèmes et les risques inhérents à son gigantisme et au sous-développement qui continue de l'affecter.

Pour la nouvelle Russie, La chute du mur de Berlin en novembre 1989, la disparition du communisme et l'éclatement de l'URSS ainsi que l'émergence de nouvelles républiques indépendantes ont, en effet, amené l'abandon du bipolarisme et la disparition des deux blocs clairement identifiés. Les données géopolitiques établies depuis près d'un siècle s'en sont trouvées radicalement modifiées. Dans un monde en constante ébullition, elles sont devenues, plus que jamais, multiples et complexes. La Russie se retrouve à nouveau contrainte de réévaluer sa vision de son environnement immédiat. Certains experts n'hésitent pas à affirmer même que ses vieux démons identitaires refont surface. Selon certaines théories dont l'« eurasisme », la Russie, située à la charnière de l'Europe et de l'Asie, aurait longtemps douté de son appartenance au monde occidental. Fortement attirée à une époque par l'Europe des lumières et des civilisations avancées, la Russie s'est en effet, depuis l'empire des Mongols, toujours senti des attaches géographiques, ethniques, culturelles et historiques avec le monde asiatique.

Russes et chinois vont trouver un terrain d'entente. La Russie très affaiblie, qui reprend l'héritage de l'URSS, constitue un partenaire que Pékin ménage pour pouvoir l'utiliser face à une tierce partie. Moscou constitue, selon les termes du Premier ministre Li Peng, en visite à Moscou en 1996, un « partenaire stratégique », sur lequel la République populaire entend s'appuyer pour contrer l'hégémonisme des Etats-Unis. Membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, puissance militaire malgré son effondrement économique, la Russie constitue en effet un allié potentiel de poids en cas d'action gênante de Washington. C'est cette volonté de ménager un partenaire potentiellement utile qui a conduit la République populaire à accepter, dès 1991, un accord de base sur la délimitation des frontières avec la nouvelle Russie. Ce gage de bonne volonté mutuelle est renforcé, en 1996, par la signature d'un accord de réduction des troupes stationnées aux frontières.

Cette harmonie sino-russe, dictée par des intérêts communs, paraît cependant peu susceptible de durer dans le long terme. Si la Russie n'occupe aucune région traditionnellement chinoise, Pékin n'a cependant pas

oublié que la progression russe au XIX^e siècle lui coûta certains territoires périphériques, arrachés à l'empire des Qing dans le cadre des « Traités inégaux ». Et la facilité avec laquelle ces questions territoriales resurgirent à l'occasion des tensions sino-soviétiques des années 1960, montre qu'un rétablissement de la puissance russe pourrait facilement resurgir des tensions importantes.

PREMIERE PARTIE

Evolution des rapports sino-russe

Les deux siècles passés ont été les témoins des rivalités opposant un empire russe en expansion à un empire chinois fragile. Mais le modèle communiste rapproche l'URSS et la Chine au travers des relations économiques. Pendant un certain temps les partis communistes des deux états seront réunis par une même idéologie, face à un monde hostile en proie à la guerre froide.

On compare les relations sino-soviétique a une étoffe de fils de calibre et de couleur différente . Aussi quand la toile se déchire dans les années 1960, ses fils se brisent tout naturellement à des moments différents. De même quand Moscou et Pékin voudront rétablir la trame de leur relations au début des années 1980, ces fils seront renoués à des rythmes et selon des modalités distincts. Aujourd'hui les relations entre les deux pays peuvent paraître étonnamment sereines et durables. Pourtant, l'analyse des conflits et des changements politiques entre la Russie et la Chine soulève des problèmes spécifiques. Il s'agit en effet de deux mondes très secrets, qui communiquent seulement par des messages codés, et qui utilisent des signes qui leur sont propres. Il faut donc être particulièrement prudent vis à vis de la fiabilité des analyses que l'on peut en tirer . d'autre part, les relations sino-russe sont exceptionnellement chargées d'histoire. il est donc indispensable d'en connaître quelques grandes lignes.

Faisons donc un rapide rappel de ce qui peut caractériser l'évolution des relations entre la Russie (ex Union-Soviétique) et la Chine. Après avoir été sensibilisé par le communisme dans les années 1950 la chine commence à se détacher du modèle soviétique en matière de politique intérieure et de développement économique et les liens entre les deux partis se briseront en 1966.

Du point de vue des soviétiques c'est un sérieux coup porté à leur crédibilité et dans une certaine mesure à leur position de leader de la révolution internationale.

Du côté chinois, l'échec du mode de développement communiste affectera terriblement l'économie d'un pays déjà fragile.

Les conséquences de cette rupture sont également importantes pour le reste du monde. Les Etats-Unis et leurs alliés ne peuvent que se réjouir de voir leur rivaux idéologiques se brouiller. Au reste certains pays du tiers monde ne sont pas mécontents de disposer d'un troisième modèle de développement et d'une autre puissance intéressée par leur allégeance.

A la mort de Mao, en 1976, la brouille sino-soviétique s'intensifie, il y aura six mois pendant lequel tout le monde retient son souffle, y compris l'URSS.

D'avril 1977 à mars 1979 la situation reste confuse : la politique intérieure de la Chine semble s'aligner sur celle de l'URSS alors que sa politique étrangère s'oriente vers une direction opposée.

Vient ensuite une période de rapprochement hésitant jusqu'en janvier 1980. Dans cette phase, marquée par un développement à un train d'escargot, on assiste à un processus que l'on peut qualifier de détente limitée.

A partir des années 80, Pékin analysa avec inquiétude et irritation les initiatives de Gorbatchev à l'intérieur, la perestroïka, la glasnost et, plus tard, la démocratisation partielle des élections. Mais les Chinois s'abstinrent de toute critique ou polémique publique, étant plus intéressés par des considérations stratégiques importantes pour eux.

Dès 1985, en fait, la Commission militaire centrale (CMC) présidée par Deng Xiaoping avait fixé de nouvelles orientations à l'armée de libération populaire (ALP) et à l'industrie de défense.

La Russie n'était plus considérée comme ennemi potentiel car une offensive soviétique devenait improbable pour longtemps. Mikhaïl Gorbatchev annonçait d'ailleurs son intention d'être plus souple en Extrême-Orient, de négocier des compromis, de développer les liens économiques, de contourner les obstacles et les blocages, particulièrement en ce qui concernait la Chine. Ce discours de Vladivostok offrait deux petits cadeaux aux Chinois. L'un était exprimé en dix mots affirmant que la frontière de l'Amour-Oussouri devrait « suivre le chenal

principal des fleuves ». Une telle déclaration renversait une ferme position soviétique (et la cause première des combats de 1969) selon laquelle le cours de ces fleuves était entièrement russe, la frontière suivant la rive chinoise .

Le deuxième petit cadeau consistait en l'annonce d'un retrait de 20 % des forces soviétiques stationnées en République populaire mongole. Les cinq divisions de l'armée rouge, les missiles balistiques et les formations aériennes basées là en permanence constituaient une menace évidente contre la région Pékin-Tientsin .

Les consultations sino-soviétiques prirent un nouvel élan en s'orientant vers une discussion frontalière et d'une façon générale, vers des concessions soviétiques. Deux ans plus tard, en septembre 1988, Pékin pour la première fois exprima publiquement sa satisfaction : Moscou avait fait les concessions demandées.

La partie soviétique avait, en effet, confirmé être prête à discuter de l'évacuation totale de la Mongolie extérieure ainsi que d'une démilitarisation partielle et de mesures de confiance tout le long de la frontière sino-soviétique. Par ailleurs, l'URSS allait mettre fin à son soutien au Viêt-nam. Sur l'Afghanistan enfin, Moscou s'était engagé, par l'accord multilatéral signé à Genève en avril 1988, à un retrait total de ses forces avant février 1989.

A partir de l'automne de 1988, les deux capitales allaient se concentrer sur la préparation de la rencontre au sommet Gorbatchev - Xiaoping. Celle-ci devait se tenir en mai 1989 au milieu des troubles de TianAnMen. Les deux hauts dirigeants étaient aussi satisfaits l'un que l'autre d'avoir atteint un point important dans leur projet stratégique. Pour chacun d'eux, le rapprochement sino-soviétique était une condition nécessaire pour maîtriser leurs dépenses militaires, et aussi pour ouvrir et libéraliser leurs économies planifiées en situation d'échec flagrant.

Après la dissolution officielle de l'URSS, la nouvelle Russie et la Chine entreprenaient résolument, dès janvier 1992, de conforter le rapprochement ébauché depuis les années 85. Aux yeux des Chinois, les besoins soviéto-russes de sécurité en Sibérie et en Extrême-Orient coïncidaient avec le besoin chinois de stabilité et

d'environnement pacifique. A l'inverse, les « sanctions » occidentales et américaines et l'insistance sur les valeurs démocratiques pluralistes étaient perçues comme faisant partie d'une tactique d'évolution pacifique visant à abattre le pouvoir communiste en Chine.

La nouvelle Russie (qui restait en tout état de cause le plus grand voisin de la Chine) était affaiblie pour longtemps. Non seulement l'équilibre des forces entre la Russie et la Chine avait changé en faveur de cette dernière, mais la Sibérie, l'Extrême-Orient russe et, plus largement, le complexe militaro-industriel russe (CMI) exigeaient une aide économique urgente, que la Chine était maintenant capable d'offrir (jusqu'à un certain point). Il y avait là les bases d'un nouveau type de relations entre les deux pays.

Sur le plan économique, le commerce, notamment frontalier, se développa progressivement, atteignant un pic en 1993 et la partie chinoise aurait pu faire mieux sans les limites imposées par la désorganisation de la Russie et le manque de devises convertibles.

Les consultations entre vice-ministres des Affaires étrangères russe et chinois avaient repris dans de bonnes conditions en 1990. Le seul point de désaccord reste l'île triangulaire couvrant Khabarovsk au sud, que Staline avait occupé par précaution contre les Japonais en 1935 et dont la restitution à la Chine est politiquement difficile dans la Russie d'aujourd'hui. A l'ouest de la Mongolie, l'ancienne frontière sino-soviétique fit l'objet d'un premier accord entre Chinois, Russes, Kazakhs Kirghizes et Tadjiks en 1994, accord qui devait être complété et définitivement confirmé en 1996.

Moscou et Pékin développèrent alors une vigoureuse coopération militaire et des contacts très denses entre autorités civiles et militaires. Le CMI russe, en complet désarroi vers 1990-1991, avait vite découvert que les Chinois étaient des acheteurs potentiels d'armements russes modernes. Vice-président de la Commission militaire centrale, l'amiral Liu Huaqing visita Moscou en juin 1990 pour négocier et signer un accord-cadre d'importation et de coopération militaire. Une cinquantaine de visites suivirent, dans les deux sens, entre 1990 et le second voyage officiel de Boris Eltsine à Pékin (printemps

1996). En Russie comme en Chine, presque tous les hauts responsables de l'Etat et de la Défense participèrent à ces échanges.

Les exportations russes d'armement décollèrent en 1992-1994 (avec des commandes chinoises évaluées à 4,5 - 6 milliards de dollars) et une seconde vague arriva en 1996 : L'exportation (72 exemplaires) et le transfert de fabrication en Chine de 150 à 200 avions Sukhoï SU-27 a été le contrat le plus spectaculaire de cette période. D'autres exportations étaient cependant notables : avions de transport IL-76, systèmes anti-missiles S-300, chars de combat T-72, sous-marins de classe kilo, destroyers Sovremenyi, etc. Essentiel aussi pour le futur, les actions de formation de personnels prirent un nouvel essor, avec plusieurs centaines d'experts russes (certains recrutés à titre privé) aidant à moderniser l'industrie de défense chinoise et plusieurs centaines de stagiaires chinois s'entraînant en Russie.

La Russie et la Chine allaient ainsi vers un partenariat stratégique pour le XXI^e siècle.

Géostratégie russe et chinoise du moment

La pensée stratégique russe.

L'effondrement de l'URSS et la conscience pour nombre de géographes et d'hommes politiques russes que le destin de la Russie est le produit d'une situation géographique d'enclavement entre l'occident et l'Asie, ont réveillé la géopolitique Russe.

les nouveaux dirigeants russes se sont alors posés des questions aussi complexes qu'essentielles. Existe-t-il des adversaires menaçant les intérêts vitaux du nouvel État, voire son existence même ? Si oui, quels sont-ils ? Comment éliminer les menaces qu'ils représentent, si ces menaces existent réellement ? Quels doivent être les paramètres quantitatifs et qualitatifs des forces armées russes ? Quel est le rôle de l'arme et de la dissuasion nucléaires ? La quête de réponses à ces questions et la conception d'une doctrine militaire ont commencé au lendemain de l'éclatement de l'URSS.

Bien d'autres questions furent soulevées encore notamment en matière de politique économique et de relations extérieures.

- Quelle nouvelle position la Russie allait avoir sur la scène internationale ?
- Quels sont les objectifs que la Russie poursuit aujourd'hui ?
- Avoir une politique plus équilibré entre l'Europe et l'Asie ?
- Mettre en place dans cette région du monde des partenariats alternatifs qui lui permettrait de donner moins d'importance à ceux qu'elle a noués avec les Etats-Unis et les pays européens ?
- Se sentant frustrée dans ses rapports avec des pays occidentaux avec lesquels elle a maintenant depuis plusieurs années de sérieux désaccords, pourrait-elle être tentée de s'en détourner pour donner la priorité à ses partenaires asiatiques ?

Il y a dix ans, la Russie a fait un choix historique, en s'engageant sur le chemin du développement de l'état démocratique et de l'économie de marché.

Beaucoup d'événements ont eu lieu pendant cette période dans la nouvelle histoire russe, ainsi que dans les relations internationales. Au cours de toutes ces années, la nouvelle Russie démocratique a activement participé à la vie internationale, a joué un rôle considérable dans l'arène mondiale. Aujourd'hui, on peut dire avec certitude: la Fédération de Russie est devenue un état démocratique avec une politique extérieure autonome et prévisible. Moscou a été très sensible aux changements qui se passent sur le globe. Elle est prête à coopérer étroitement sur le processus de mondialisation avec tous les états.

Poutine, Président de la Fédération de Russie, parlant récemment au centre de l'Europe, à Berlin, a appelé "à s'arrêter avant qu'il ne soit trop tard, voir combien le monde a changé, comment on peut construire notre commun système de sécurité, où et dans quoi unir nos efforts, mais surtout, ne plus suivre le vieux chemin".

La politique russe va continuer à reconnaître la portée clé de l'ONU dans la formation d'un nouvel ordre mondial. Les décisions importantes que cette organisation a prises immédiatement après les attentats aux Etats-Unis, confirment qu'elle peut et doit être leader dans les affaires internationales, servir du principal instrument de la paix et de la sécurité, être le centre de la régulation des relations internationales au XX^e siècle. Cela a été confirmé par les leaders des pays membres de la CEAP qui s'était réunis à Shanghai. La Russie combattra toujours les tentatives de l'érosion du rôle de l'ONU et de son Conseil de Sécurité, prônera les réformes de l'organisation qui augmenteraient son efficacité.

La Russie est prête à discuter avec les USA tous les problèmes afférents à l'apparition de nouveaux menaces et défis, à obtenir un partenariat de qualité nouvelle. La prévention de la satellisation des armes occupe une place importante dans l'ensemble de mesures pour garantir la stabilité stratégique. La Russie propose à la communauté internationale de commencer la préparation de l'accord global sur la non-satellisation des armes, le non-usage de la force ou de sa menace contre les objets spatiaux.

Mais ce qui nous importe dans ce mémoire traite des progrès relationnels vers le monde asiatique. Comme l'a montré l'intervention du Président V.Poutine au forum de la CEAP à Shanghai, « nous continuerons à miser sur l'intensification de la participation aux principales structures intégrationnistes en Asie-Pacifique ». Les plus grands pas en politique étrangère en ces deux dernières années confirment que la Russie continue à construire ses relations de partenariat avec les grandes puissances asiatiques, la Chine et l'Inde, avec lesquelles ses points de vue sur les problème clé de la politique mondiale coïncident sensiblement. Le Traité historique de l'amitié et de la coopération, signé entre la Russie et la Chine, a défini les principes du développement des relations pour les décennies à venir. Cet accord au sommet, comme d'autres obtenus ces derniers temps dans les relations entre la Russie et la Chine et l'Inde, la coopération entre elles dans le domaine international, sont les facteurs importantissimes de la stabilité non seulement en Asie-Pacifique, mais dans un contexte plus vaste.

Il est à noter qu'après les attentats aux USA qui ont ébranlé le monde, l'atmosphère dans les milieux internationaux évolue. On réévalue la place et le rôle de la Russie, de sa politique et de ses perspectives internationales en Europe et dans le monde. On commence à comprendre peu à peu l'inévitabilité de la transformation des structures de la sécurité internationale et du fait que la Russie ne peut en être exclue. La lutte conjointe contre le terrorisme peut engendrer des pousses de la confiance plus sérieuses. Si cette confiance existe, la Russie, les USA, d'autres pays de l'OTAN et les puissances mondiales pourraient s'occuper de près des nouvelles menaces et commencer un travail minutieux pour former l'espace unique de la sécurité.

La pensée stratégique chinoise

Le dragon jaune volant qui ornait naguère les jonques de la Chine impériale a failli périr sous les coups des agresseurs d'un Empire du Milieu, réduit au début du siècle à n'être qu'une sous-colonie dépossédée de la maîtrise de son destin. Au terme d'un siècle de crises et de convulsions, l'animal légendaire semble avoir retrouvé force et vigueur. Mais à quel prix ?

La population croît de 1,4 % par an, l'économie de près de 10 %, 40 % des ouvriers du monde sont Chinois... Mais au delà de chiffres qui impressionnent, la Chine demeure l'un des trente pays les plus pauvres de la planète et elle doit surmonter de multiples contradictions.

Face à l'hégémonie américaine, la puissance chinoise se révèle insuffisante pour peser de manière décisive sur la politique mondiale. Pourtant l'ombre du dragon, quand il est debout, s'étend sur toute l'Asie orientale, non sans provoquer de multiples tensions régionales.

Les dirigeants chinois doivent inscrire dans la durée un pouvoir conquis dans la violence par la force des armes. Le nationalisme et les bons résultats économiques suffiront-ils à légitimer et à pérenniser le régime mis en place en 1949 ?

Le chômage, résultat des blocages et de ces insuffisances politiques, frappe en moyenne 5 à 8 % de la population urbaine, avec des pointes à 20 ou 30 % dans les régions d'industrie traditionnelle, comme la Mandchourie ou les villes de l'Ouest, développées pour des raisons stratégiques et non pas économiques. On évalue à 20 millions les ouvriers dans le secteur d'Etat dont il faudrait se débarrasser. De plus, 12 millions de travailleurs sont encore comptabilisés dans les usines mises en faillite. Ils sont en chômage technique. Les autorités locales et les syndicats officiels cherchent à mettre en place à la hâte un système de protection sociale qui se substituerait à l'ancien contrôle de l'emploi, dans le cadre de la danwei entrée dans une crise profonde. Une course de vitesse est d'ores et déjà engagée entre ces tentatives et le mécontentement social inorganisé.

Le temps n'est plus où le dragon chinois était surtout un dragon de papier formé de citations de Mao Zedong et de quelques mythes. La dernière apparition de ce monstre de carton-pâte a sans doute été sa médiocre prestation militaire face au Viêt-nam durant la courte guerre fratricide de février 1979 autour de Langson. Depuis, la Chine a grandi en puissance, au rythme de ses succès économiques et politique. Faisons donc l'aperçu des atouts chinois au plan mondial.

Une puissance internationale

La fin de la guerre froide et l'effondrement de l'URSS ont modifié l'équilibre qui permettait à la Chine, dans le cadre de sa Théorie des trois mondes, d'agir en jouant des contradictions des deux superpuissances. L'hégémonisme américain demeure seul et sans partage. La Chine le redoute, le dénonce discrètement, tout en ménageant les Etats-Unis, qui sont un de ses meilleurs clients et dont le poids contrebalance dans la région celui du Japon toujours redouté. La visite de Jiang Zemin aux Etats-Unis en octobre 1997 a été un succès diplomatique chinois. Mais celle de Zhu Rongji, du 6 au 14 avril 1999, qui n'a pas ôté les obstacles à l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce, a été décevante. Dans ce contexte, l'étrange bévée des services de renseignement américains le 8 mai (destruction par un avion furtif d'une aile de l'ambassade de Chine à Belgrade), qui a donné lieu à des manifestations anti-américaines devant l'ambassade américaine à Pékin et les consulats de Shanghai et de Chengdu, sont révélatrices d'un profond malaise dans l'opinion publique. Ce malaise était déjà apparu le 25 avril quand plus de 10000 adeptes de la secte Falungong avaient tenu la rue, de façon pacifique mais résolue, aux alentours de la place Tian'anmen, pour protester contre la persécution dont ils étaient victimes à Tianjin. Une face sombre, superstitieuse, obscurantiste et xénophobe de la Chine a frappé deux fois de suite les observateurs qui, parfois, ont évoqué les Boxeurs dont les violences anti-étrangères et antichrétiennes ont ouvert le siècle. Ce n'est pas une ligne officielle : le gouvernement a pris la tête du mouvement d'indignation contre les Etats-Unis pour en limiter l'ampleur et réprime les activités du Falungong.

La Chine renonce donc à ce qui l'isolerait trop : elle signe des accords contre la dissémination nucléaire, elle renonce à poursuivre ses expérimentations atomiques dans l'atmosphère, elle expulse ses dissidents emprisonnés les plus connus, comme Wei Jingsheng et Wang Dan, elle frappe à la porte de l' OMC (Organisation mondiale du commerce) en acceptant les contraintes que son entrée lui imposerait. Elle intervient à l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) et participe aux forums de l'Apec (Coopération économique Asie-Pacifique) pour ne pas laisser les États-Unis transformer le Pacifique en un lac américain voire américano-nippon.

Une puissance militaire

La Chine sait qu'il lui faut appuyer son action sur des forces armées modernes, capables d'être envoyées au loin à l'occasion. Sur ce plan, l'armée chinoise, forte de près de 3 millions d'hommes, est encore une énorme infanterie assez médiocrement équipée. Ses manœuvres d'intimidation du printemps 1996 en face de Taiwan ont montré ses difficultés logistiques.

Mais l'Armée populaire de libération s'est déjà dotée d'un noyau de 300 000 hommes environ, ultramoderne et bien entraîné, et elle commence à mettre sur pied une force aéronavale. En 1991, le budget militaire chinois était de 11,3 milliards de dollars. En 1995, il se monte à 31,5 milliards, soit l'équivalent de celui du Japon. Toutefois, sur ce plan aussi, le dragon chinois doit attendre 2005 voire 2010 pour achever sa croissance.

Une puissance régionale

La puissance chinoise provient donc, en dernière analyse, du rôle régional de la Chine et de la situation géopolitique du pays. Située au cœur de l'Eurasie et de ses oléoducs et gazoducs en construction autour de la Caspienne et dans le bassin du Tarim au Xinjiang, la Chine borde par ailleurs au nord une des plus grandes voies maritimes du monde, entre le détroit de Malacca et l'archipel nippon.

Ainsi la Chine pèse sans effort sur le monde actuel, grâce à son vaste territoire : l'ombre du dragon, quand il est debout, s'étend sur toute l'Asie orientale et centrale. L'idée actuelle des dirigeants chinois semble être de stabiliser les frontières dans la partie continentale pour y

maintenir le statu quo et d'accroître les efforts sur les frontières maritimes, longtemps négligées depuis la fin des Ming jusqu'à l'époque de Mao Zedong. L'épineux problème des frontières avec la Russie (et la Mongolie) a été réglé en 1991 : la visite du président russe Boris Eltsine à Pékin en novembre 1997 a permis de célébrer l'événement. La question des frontières avec les États musulmans ex-soviétiques d'Asie centrale est réglée elle aussi. Celle du Viêt-nam, du Laos et de la Birmanie est apaisée. Mais des tensions se concentrent encore sur quatre régions.

La politique étrangère chinoise repose par conséquent plus sur des considérations nationalistes que sur des considérations idéologiques. Depuis le début, l'objectif principal des dirigeants de la Chine communiste est de récupérer les territoires dont leur pays a été spolié par les grandes puissances étrangères dans le passé.

L'absorption pacifique prônée par Deng Xiaoping depuis le début des années quatre-vingt repose d'abord sur la constatation de la faiblesse des capacités de projection militaire d'une armée reposant essentiellement sur le nombre. Elle s'est matérialisée par la récupération de Hong-Kong en 1997 et de Macao en 1999 mais aussi par un lent grignotage des îlots de la mer de Chine méridionale au dépend des autres pays riverains (Vietnam, Indonésie, Philippines).

Si l'archipel des Spratleys focalise l'attention des médias, la revendication chinoise concerne l'ensemble de la région et se traduit par diverses formes d'action sur le terrain : occupation physique de certains îlots, soutien aux actes de piraterie, arraisonnements de navires étrangers pour contrebande, escarmouches, ... Dotée de ressources potentielles importantes en gaz naturel et en hydrocarbure, cette zone est aussi traversée par des voies de navigation vitales pour l'approvisionnement énergétique du Japon et des « dragons asiatiques ». Taiwan Mais le risque de conflit le plus important concerne Taiwan. En effet, il ne saurait être question pour les dirigeants communistes d'abandonner ce qu'ils estiment devoir être la touche finale à la réunification du pays. Le détroit de Formose reste le théâtre d'incidents répétés entre deux armées qui renforcent constamment

leurs moyens. En mars 1996, l'intervention de deux navires de guerre américains lors de manœuvres chinoises particulièrement agressives avait montré la volonté des Etats-Unis de soutenir Taiwan en cas d'invasion. Depuis, les Etats-Unis s'efforcent de mener une politique plus neutre en renouant des relations avec la Chine communiste et en cherchant à favoriser un règlement pacifique de la question. Or, la Chine refuse toujours de renoncer à un éventuel recours à la force, ce qui bloque toute discussion entre les deux gouvernements. Pékin continue donc à développer une stratégie visant isoler les Etats-Unis de ses alliés régionaux (Japon, Corée du Sud, Taiwan, ASEAN) qui forment actuellement une ceinture d'endiguement maritime.

Le dernier épisode de cette orientation diplomatique s'est déroulé cette semaine à l'occasion de la visite de membres de l'opposition japonaise à Pékin, et notamment du vice-président du parti démocratique du Japon, Hajime Ishii. Li Peng a rappelé que les forces armées japonaises étaient suffisamment puissantes pour défendre leur pays et que la présence de l'armée américaine n'était plus que la manifestation de la volonté hégémonique des Etats-Unis. L'attitude conciliante de la Chine dans le rapprochement entre les deux Corées vise également à rendre inutile la présence des forces américaines en Corée du Sud [voir notre article]. Aux Philippines, la diplomatie chinoise œuvre pour éviter une réouverture de bases américaines importantes.

Face à la dégradation de la situation, le président taiwanais Chen Shui-bian espère que le nouveau président américain répondra favorablement au renouvellement de ses demandes pour l'achat de matériels ultramodernes. Il s'agit notamment de la commande de deux destroyers de la classe Arleigh Burke (comme le USS Cole touché lors de l'attentat au Yémen) dotés du système de défense anti-aériens et antimissiles le plus performant au monde car capable de répondre à des menaces variées et à des attaques de saturation. L'autre demande concerne des missiles anti-radiations à grande vitesse en vue de doter son aviation d'une capacité offensive contre les bases logistiques d'une invasion situées sur le territoire chinois.

quels rapprochements possibles ?

Aujourd'hui Chinois et Russes semblent avoir de véritables intérêts communs. Cette nouvelle harmonie Sino-Russe doit être qualifiée à tous les plans de la géopolitique si nous voulons bien comprendre les raisons d'un partenariat stratégique, impensable il y a seulement 20 ans. Observons donc rapidement les domaines militaires, économiques et d'influence internationale.

Les relations militaires :

Elles ont toujours été houleuses pour des questions de menaces aux frontières et des événements mineurs ont quelquefois manqué de peu l'affrontement. Mais après la deuxième guerre mondiale les deux états ont le sentiment d'une menace commune venant du Japon, de Taiwan et de la Corée. Chinois et russes sont amenés à coopérer assez étroitement devant une situation internationale qui ne leur est pas favorable. Par ailleurs, les besoins militaires des chinois permettent à la Russie de vendre de l'armement. Ces échanges militaro-économique ont des conséquences bénéfiques sur les relations de voisinage et provoque en particulier un adoucissement des positions russes aux frontières.

Les relations économiques :

Durant ce dernier siècle, la Chine a eu besoin de son voisin du point de vue économique et l'échec du modèle soviétique a affecté différemment les deux géants. L'URSS au plan politique et la chine au plan économique . Cette situation n'est plus une constante des relations Sino-Soviétique. Aujourd'hui, l'effondrement du pacte de Varsovie a durablement affecté l'économie russe et les deux pays ne négligent plus aucune relation économique bénéfique. C'est une nécessité commune de bon

voisinage qui va rapprocher la Chine et la Russie au travers de liens économiques grandissants.

L'influence internationale :

La dimension multilatérale la plus importante des relations Sino-Russe réside dans la vision que les deux pays ont des Etats-Unis. Traditionnellement Washington reste au centre de la politique étrangère de Moscou (les deux puissances nucléaires). Pour la Chine Washington est pendant longtemps resté en second plan après Moscou et selon les circonstances internationales on comprend que Pékin et Moscou soient tantôt rapprochés tantôt éloignés. Actuellement c'est la lutte commune contre un monde unipolaire américain qui rapproche Moscou et Pékin.

La vision du tiers-mondes :

Les divergences sino-soviétique sur la politique à mener à l'égard du tiers-mondes plongent leurs racines dans la nature paysanne de la révolution chinoise et dans les spécificités même du tiers-mondes ; ces deux facteurs conduiront la Chine à revendiquer des responsabilités particulières dans les affaires qui le concernent, mais les difficultés économiques de la Chine et sa collusion avec les Etats-Unis vont entamer le crédit chinois au profit bien souvent de MOSCOU.

Une certaine coopération Sino-Soviétique n'en existe pas moins dans certains conflits du tiers-mondes, notamment pendant la guerre du Viêt-nam lorsque les deux pays se reconnaissent le même ennemi

Deuxième partie

Nouvelles perspectives, nouveaux accords

Entre 1992 et 1997 Boris Eltsine et Jiang Zemin se sont rencontrés plus de dix fois et Vladimir Poutine a pu s'entretenir avec les dirigeants chinois avant de les accueillir à Moscou en juillet 2001. Cette dernière date représente une étape supplémentaire dans le processus de rapprochement sino-russe (salué par Moscou et Pékin comme le partenariat stratégique du XXI^e siècle).

La coopération militaire.

Ces activités représentent un aspect capital des relations russo-chinoises.

D'après une estimation récente, 30 à 40 % des ventes d'armes russes seraient destinées à la Chine, pour une valeur de 2,5 milliards de \$ par an. D'après l'agence des Etats-Unis pour le contrôle des armements, 97 % du matériel militaire chinois acquis de 1992 à 1994 venait de Russie...

Sur la liste des matériels militaires vendus ces dernières années à la Chine figurent les meilleures réalisations de la haute technologie militaire russe, avec notamment 72 intercepteurs Su-27, 45 chasseurs-bombardiers Su-30 MKK, des ravitailleurs en vol Il-78, des avions-radar, 4 sous-marins Kilo, 2 frégates lance-missiles classe Sovremenny et des missiles sol-air S-300. De plus, des missiles intercontinentaux SS-18 " Satan " auraient été acquis par la RPC.

La RPC ne se limite d'ailleurs pas à l'achat du matériel russe : elle s'est déjà lancée dans la construction sous licence d'avions de combat. Sous la dénomination F-11, 200 appareils de type Su-27 devraient ainsi être produits en Chine même dans l'usine de Shenyang (Nord-est de la RPC) durant 10 à 15 ans, rejoignant au sein des forces

aériennes chinoises les 72 avions achetés directement en Russie.

De façon assez surprenante, la firme Sukhoi a admis avoir négocié l'accord de licence du Su-27 sans en avoir informé le gouvernement russe. Les fonds obtenus auraient permis de financer la production du nouvel appareil Su-37...Le caractère parfois très douteux des transactions dans ce domaine pourtant sensible peut être encore illustré par le fait que les missiles intercontinentaux SS-18 proviendraient bien de Russie, mais de source " non gouvernementale ".

Les relations dans le domaine de l'armement s'étendent aussi à celui de la recherche et du développement. Ainsi, deux milles scientifiques russes travailleraient actuellement en RPC, en particulier des spécialistes en missiles de croisière, technologie laser, armement spatial, sous-marins nucléaires et miniaturisation d'armes nucléaires.

Un accroissement de la coopération militaire entre Moscou et Pékin est prévu par un accord signé en octobre 1999, portant sur la réalisation d'entraînements conjoints et des échanges d'information. Les premières manœuvres russo-chinoises ont ainsi eu lieu en février 2000. L'usage conjoint du système russe de positionnement global par satellite a également été annoncé : il permettrait notamment une aide au pointage des missiles sol-sol et sol-air chinois.

La coopération couvre également la formation des personnels, avec l'envoi de stagiaires chinois en Russie, dont de futurs cosmonautes pour la préparation du premier vol chinois habité. Des accords ont également été signés par les deux forces aériennes pour l'entraînement des pilotes chinois, point faible traditionnel de l'armée de l'air de la RPC.

Cette coopération est cependant assez controversée en Russie même, où certains posent la question " politiquement incorrecte " : n'armons-nous pas ainsi un ennemi potentiel ?

L'ancien ministre russe de la défense Igor Rodionov lui-même a, par exemple, évoqué publiquement en 1996 la RPC comme menace lors d'une réunion de la CEI. Il est intéressant de noter qu'il a dû rapidement se rétracter sous la pression du ministère russe des affaires étrangères.

Pour les responsables politiques russes, les ventes d'armes à la RPC ont en effet un objectif politique : en renforçant le partenariat stratégique avec la Chine, elles favorisent la position de la Russie en Asie.

Un " lobby chinois " s'est ainsi créé en Russie au sein du gouvernement, des armées et du complexe militaro-industriel. Les transactions de matériels militaires permettent en effet la survie de l'industrie de l'armement russe : étant donné son état critique devant les faibles commandes nationales, les débouchés à l'exportation sont vitaux.

Mais la production sous licence en RPC pourrait bien poser de graves problèmes à l'industrie de défense russe elle-même car les ventes supplémentaires à Pékin des matériels concernés sont rendues ainsi caduques et la compétition éventuelle des productions chinoises d'origine russe sur le marché n'est pas exclue. Il se crée ainsi un phénomène de dépendance de cette industrie de défense vis-à-vis de la RPC et certaines usines russes ne se consacrent déjà qu'à la production pour les ventes à Pékin.

Les membres du " lobby chinois " et les cercles russes de l'armement avancent que cette dépendance joue aussi pour la RPC. Ils ajoutent qu'au contact de la Russie, la Chine se rapprochera de l'Occident et de ses valeurs. Son agressivité éventuelle ne pourra que faiblir. Ils font également observer que la RPC est tournée en priorité vers le sud-est asiatique et Taiwan, ce qui ne constitue donc pas une menace aux frontières communes. Enfin, dans le cas extrême où un conflit surviendrait avec Pékin, ils prétendent froidement qu'il serait finalement plus facile de s'opposer à ses propres armes qu'à des matériels inconnus...

En fait, le but de l'industrie de défense russe semble bien orienté vers le court terme avec le profit immédiat et le refus de réformes radicales de ses structures comme objectifs.

Pour la RPC, la question est de déterminer comment l'armée chinoise peut intégrer ces armes de haute technologie. La guerre du Golfe a entraîné une prise de conscience des hauts responsables militaires de la nécessité de réformer l'armée chinoise, totalement inadaptée à un conflit moderne. Malgré cette volonté, son niveau opérationnel est encore très bas et elle est par ailleurs souvent engagée dans des affaires plus

commerciales que militaires. De plus, les matériels russes de pointe, encore très minoritaires, coexistent avec des engins obsolètes et quasiment inutilisables dans un conflit moderne.

Cependant, les systèmes d'armes les plus récents obtenus, en particulier les frégates Sovremenny avec leurs missiles mer-mer SS-N-22 Sunburn particulièrement adaptés au combat contre les frégates Aegis des Etats-Unis, ainsi que les moyens aériens de type Su-27, constituent bien par leur qualité une menace réelle pour Taiwan et la 6^e flotte de l'US Navy déployée dans le Pacifique.

La liste des équipements acquis fait d'ailleurs apparaître une priorité donnée à la projection de force et de puissance (appareils à long rayon d'action, appareils de transport, ravitailleurs), et concerne surtout des matériels aériens et navals offensifs.

La priorité semble donc bien être donnée par Pékin à un éventuel théâtre d'opérations aéronaval, centré sur Taiwan et la Mer de Chine du Sud.

Le partenariat contre l'hégémonisme des Etats-Unis et les séparatistes islamistes.

Les responsables politiques russes et chinois soulignent avec constance depuis 1996 la nécessité d'un monde " multipolaire " et leur refus de "l' hégémonisme ". Il s'agit dans un langage à peine codé qui leur est propre de s'opposer à la suprématie des Etats-Unis dans le monde. Les deux pays cherchent en effet à développer leur influence au niveau international où Washington est perçu comme un obstacle à leurs ambitions. Aspirant à retrouver une place correspondant à son rang après la dissolution de l'URSS et la perte de son statut de superpuissance, la Russie perçoit les Etats-Unis comme désireux de la maintenir dans un état de faiblesse politique et économique afin d'éviter de retrouver un rival sur la scène internationale. De même, la RPC cherche à étendre son influence dans les affaires mondiales, à commencer par l'Asie où elle se pose en puissance régionale majeure. La présence des Etats-Unis dans cette zone, et en particulier le soutien à Taiwan, sont considérés comme une entrave aux ambitions de Pékin.

Cette convergence anti-américaine est confirmée par une hostilité commune au projet de bouclier antimissile qui entraînerait un affaiblissement de leur potentiel nucléaire. De même, le conflit du Kosovo a causé l'inquiétude des deux pays devant ce qui est perçu comme l'ingérence d'une coalition dirigée par Washington dans les affaires intérieures d'un État souverain, mettant hors jeu l'ONU : après le Kosovo, pourquoi ne pas envisager des opérations des Etats-Unis en Tchétchénie ou au Tibet ?

Enfin, Russie et RPC sont toutes deux confrontés aux reproches des Etats-Unis et des pays occidentaux au sujet des droits de l'homme.

Les événements du 11 septembre ne devraient pas aboutir à un bouleversement fondamental de ces perceptions russe et chinoise de la politique de Washington. La solidarité affichée et réelle avec les Etats-Unis reflète plutôt la perception d'un danger islamique, commun à Moscou et à Pékin bien avant les attentats de New York et Washington.

Les deux pays sont en effet confrontés à des rébellions locales marquées par l'islamisme : Tchétchénie pour la Russie et Xinjiang pour la Chine. Moscou et Pékin ont donc identifié un ennemi commun en la figure des mouvements islamistes. Si les rébellions évoquées sont de motivation séparatiste, il est clair en effet que la religion musulmane y joue dans les deux cas un rôle fondamental en tant que ciment identitaire de populations considérées comme opprimées, et en permettant également aux rebelles de recevoir un appui d'organisations islamistes du type d'AL Qaeda.

La récente " Organisation de coopération de Shanghai " (OCS), créée le 15 juin 2001 et regroupant non seulement la Russie et la Chine, mais aussi le Tadjikistan, le Kazakhstan, le Kirghizistan et plus récemment l'Ouzbékistan, vise justement à la coopération en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme.

En plus des contacts entre ces six pays, une coopération bilatérale aurait été mise en place par les responsables des services de renseignement extérieurs russe et chinois (SVR et Guoanbu).

Les relations économiques

Le dynamisme chinois contraste dans ce domaine avec les difficultés russes. Engagée depuis déjà 1978 dans la voie des réformes économiques, la RPC connaît une " croissance " moyenne de l'ordre de 10 % par an dans les années 90, alors que la Russie est toujours dans une phase critique, avec une croissance moyenne de 6 % par an pour la même période. Les échanges commerciaux entre la Chine et la Russie sont faibles, ne s'élevant qu'à 8 milliards de \$ en 2000. Ils ne représentent d'ailleurs pour la RPC que 2 % de ses échanges avec le reste du monde. La Russie n'est que le neuvième partenaire commercial de la Chine alors que celle-ci est le troisième partenaire commercial de la Russie (hors CEI).

L'essentiel des échanges commerciaux entre les deux pays est en fait constitué par les ventes d'armes russes et le commerce frontalier. Les relations économiques ne sont guère facilitées par de nombreux désaccords sur les paiements ou le mode de règlement, la RPC insistant pour utiliser le troc. En règle générale, l'habileté traditionnelle des Chinois pour le commerce a tendance à exaspérer leurs partenaires russes, qui se sentent souvent floués.

Les différents sommets russo-chinois des années 1990 annonçaient régulièrement des projets ambitieux, comme un gazoduc de 3000 km reliant la Sibérie et le nord-est chinois, deux centrales nucléaires russes de 1000 MW chacune près de Shanghai ou l'aménagement de l'embouchure du fleuve Tioumen. Mais le problème crucial réside dans le financement de ces différents projets : la Russie comme la RPC en sont en effet incapables.

En fait, les deux pays ont besoin des Etats-Unis pour leur développement économique. Souffrant de l'héritage communiste et ayant tous deux adopté résolument le système de l'économie de marché (non sans contorsions dialectiques du côté chinois), Moscou et Pékin doivent en effet attirer les investissements de la première puissance économique mondiale. Les Etats-Unis sont d'ailleurs le premier partenaire commercial des deux pays. Les échanges annuels entre Pékin et Washington sont par exemple passés de 45 milliards de \$ en 1996 à 110 milliards de \$ en 2000. Pour donner une idée du décalage, rappelons que les échanges entre Chine et Russie sont de l'ordre de 8 milliards de \$...

Comme l'exprime amèrement un diplomate russe : " Chine-Russie : grandes déclarations, Chine-USA : gros contrats ! ".

Les problèmes frontaliers : règlement du différend et affaires locales.

Le premier document fixant la frontière russo-chinoise est le traité de Nertchinsk en 1689, alors avantageux pour une Chine en position de force. Ce n'est que deux siècles plus tard que les puissances européennes imposent à une Chine impériale affaiblie ce qu'elle considère comme des traités inégaux. La Russie accroît à cette occasion son territoire par les traités d'Aigoun et de Tanjin en 1858, puis par la convention de Pékin en 1860. Elle possède ainsi enfin un accès sur l'Océan Pacifique et peut fonder Vladivostok, " Gloire de l'Orient ". Il subsiste cependant un différend sur le tracé de la frontière commune, qui conduit, après la rupture sino-soviétique, à des affrontements militaires sanglants sur le fleuve Oussouri en 1969.

Avec le rapprochement des deux pays, les négociations russo-chinoises sur leur frontière commune longue de 3645 km (dont 55 km à l'ouest de la Mongolie) ont débuté en 1992. Seuls trois îlots de la région de Khabarovsk et une cinquantaine de kilomètres constituent encore une pierre d'achoppement. Cette question est considérée comme réglée " à 99% ", et le traité russo-chinois de juillet 2001 annonce d'ailleurs la poursuite des négociations pour le règlement total de la question.

Il y a cependant une ombre au tableau : même s'ils n'y font plus allusion actuellement, les dirigeants chinois considèrent toujours les traités du XIX^e siècle comme inégaux, donc illégaux. Une revendication de tout ou partie des territoires russes d'Extrême-Orient sur une base historique n'est donc pas totalement exclue à moyen ou long terme.

Phénomène capital de la zone frontalière, la pression démographique chinoise est très forte. C'est ainsi que la population de l'Extrême-Orient russe et de Sibérie orientale regroupe 16 millions d'habitants (pour une superficie de plus de 10 millions de km²) alors que pour

les trois régions chinoises du Nord-est (Heilongjiang, Jilin et Liaoning), elle s'établit autour de 108 millions (pour une superficie de 794 700 km²).

Par ailleurs, la population russe a tendance à décroître, alors que la Chine connaît un certain dynamisme démographique malgré la politique officielle d'un enfant par famille, largement contournée de diverses façons.

Dans ce contexte, la présence de ressortissants chinois en Russie, estimée à deux millions (clandestins pour les deux tiers) est souvent perçue comme une menace par les responsables politiques russes, en particulier dans les régions asiatiques du pays. Avec leurs richesses naturelles et l'immense espace disponible pour des millions de colons potentiels, l'Extrême-Orient russe et la Sibérie orientale peuvent en effet paraître bien tentants aux responsables politiques de la RPC, en particulier dans les zones devenues russes par les traités "inégaux" susmentionnés...

Si les vingt milles Chinois travaillant en Extrême-Orient russe y constituent une main d'œuvre bienvenue dans une région manquant de bras, la plupart des autres immigrants sont impliqués dans des trafics divers.

Les gangs chinois y exploitent sans vergogne toute source de profit, menaçant même des espèces animales protégées comme le tigre de Sibérie. En réaction, des formations paramilitaires russes ont été créées par les responsables politiques locaux, notamment pour la garde des frontières et la lutte contre les braconniers chinois.

Une certaine complémentarité régionale peut cependant être constatée entre le Nord-est chinois et les provinces russes d'Extrême-Orient. En effet, les provinces chinoises de cette région demeurent bien à l'écart du développement que connaissent les côtes florissantes du sud du pays. Ces territoires, correspondant à l'ancienne Mandchourie, sont encore marqués par les structures communistes avec présence d'industries lourdes en crise et un taux de chômage important. Dans ce contexte, les relations économiques avec les voisins russes représentent une bouffée d'oxygène bienvenue.

Les provinces frontalières russes connaissent également de graves difficultés économiques et sociales. Compte tenu des problèmes croissants d'acheminement de biens provenant de la partie européenne du pays, l'Extrême-

Orient russe dépend de plus en plus de la Chine pour sa nourriture et ses produits de consommation.

Le sentiment d'isolement, voire d'abandon par le pouvoir central amène les responsables locaux à menacer régulièrement d'une sécession en évoquant l'éphémère République d'Extrême-Orient de 1920-1922. Il s'agit en fait surtout d'obtenir des subsides de Moscou : bien qu'animés par des velléités séparatistes, Sibériens et Extrême-Orientaux sont divisés en régions concurrentes et surtout bien conscients de leur asservissement probable par la RPC en cas d'autonomie.

Le partenariat russo-chinois actuel est donc bien différent de l'alliance des années 1950. Les deux pays n'ont plus d'idéologie révolutionnaire à propager et l'hostilité commune vis-à-vis de Washington est limitée aujourd'hui à une simple lutte d'influence, freinée par les impératifs économiques et un combat commun contre le terrorisme islamique. Comme dans l'ancienne alliance, les relations Moscou-Pékin sont inégales, mais le " petit partenaire " est maintenant la Russie. Son ambition de jouer un rôle plus important en Asie grâce à la Chine ne devrait pas être avalisée par Pékin, qui ne tient pas à voir réapparaître un rival potentiel à ses frontières. Les problèmes économiques et démographiques dans la partie asiatique de la Russie pourraient au contraire menacer la cohésion du pays et ranimer la notion de " péril jaune ".

Le " partenariat stratégique " n'est donc qu'un rapprochement de circonstance dans lequel les méfiances réciproques sont bien vivaces.

Ambitions différentes, faiblesses du partenariat

Bien que la Russie ne soit plus aujourd'hui une superpuissance, Moscou a pendant des années fonctionné dans un système de partage du monde avec les Etats-Unis, et n'accepte que difficilement d'être reléguée à une place marginale par rapport à une Chine qui se considère déjà comme la seconde grande puissance aux côtés des Etats-Unis. Et ce, d'autant plus que les visions stratégiques de Pékin et de Moscou sont encore plus éloignées en ce qui concerne l'analyse de la situation stratégique au niveau régional dans la zone Asie-Pacifique.

Valérie Niquet dans la revue internationale et stratégique été 2000 précise : « En Asie, alors que Moscou semble privilégier une vision plus réellement multipolaire du paysage stratégique, Pékin, en revanche, ne semble pas souhaiter l'émergence de pôles de puissance concurrents et ne partage sans doute pas la vision d'un certain nombre d'analystes russes qui affirment que la Russie, la Chine et le Japon sont intéressés à ce que de nombreux protagonistes émergent sur la scène asiatique et que chaque Etat renforce son rôle politique . Au contraire, pour les analystes chinois, l'émergence d'une réelle multipolarité en Asie autour du Japon, de la Chine, de l'Inde et de la Russie correspond aux intérêts d'une stratégie américaine de division destinée à assurer la domination de Washington dans la région et à interdire à la Chine de bénéficier d'un environnement de sécurité " favorable à sa montée en puissance ».

L'influence japonaise en Extrême-Orient, les volontés russe et japonaise de participer au forum de sécurité de l'AESAN, les nouveaux accords entre la Corée du nord et la Russie, la montée en puissance de l'Inde épaulé par la Russie dans le domaine militaire et nucléaire, le

rapprochement timide mais déterminé de la Russie et de Taiwan, sont autant de décisions politiques permettant à Moscou de réaffirmer une présence et un contrôle qu'il a perdu sur les pays limitrophes après l'éclatement de l'URSS. C'est toute une stratégie indirecte russo-américano-japonaise qui semble s'engager par un jeu d'influences dans la zone asiatique de façon à limiter une explosion économique et militaire chinoise au plan mondial.

Par ailleurs le soutien persistant de Pékin au Pakistan freine la lutte contre le renforcement de l'influence de l'Islam en Asie centrale et dans le Caucase. L'observateur restera perplexe devant la volonté d'éradication du terrorisme dans les accords sino-russe ! De plus, le refus caché de Pékin d'envisager une remontée en puissance de la Russie coïncide avec une volonté chinoise à long terme de reconstruire un monde bipolaire qui cette fois-ci serait américano-chinois.

Alors que Pékin interpréterait toute remontée en puissance de la Russie comme une nouvelle menace, la Chine reste également perçue comme menaçante en Russie. Cette perception se retrouve d'ailleurs jusque dans les milieux industriels de l'armement qui trouvent pourtant un intérêt direct au développement du partenariat stratégique russo-chinois. La justification par ces derniers des ventes d'armes russes à la Chine repose souvent (outre l'intérêt économique) sur le fait que, en cas de conflit avec la Chine, il serait plus facile à la Russie de combattre ses propres systèmes d'armes fournis à la Chine plutôt que ceux des puissances occidentales. L'exemple du conflit sino-soviétique des années 60, est également invoqué pour justifier la nécessité de ne pas contrarier Pékin. Il en va de même de l'espoir de pouvoir (grâce aux ventes d'armes) éloigner tout risque de conflit futur en liant étroitement la Chine à l'industrie de défense russe.

la « menace démographique » chinoise est présente. Face aux 8 millions d'habitants de la Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient russe, sont « massés » 74 millions d'habitants des provinces du nord-est de la Chine. provinces qui font par ailleurs partie des zones les plus touchées par un chômage en augmentation. Mais la réalité de cette « menace démographique » est difficile à

apprécier et, selon les sources, les chiffres oscillent entre 40 000 et 2 millions d'immigrants chinois en Russie ; certains analystes allant jusqu'à une prévision de 10 millions en 2050.

En outre, la crainte d'une « invasion chinoise » en Russie est relayée par les médias, particulièrement en Extrême-Orient, et les journaux régionaux publient très régulièrement des articles dénonçant l'immigration illégale et tous les maux (mafia et contrebande) qui s'y rattachent. En 1994, un régime de visas plus strict visant à mieux contrôler les mouvements de population a été adopté et plusieurs milliers d'immigrants illégaux auraient été renvoyés en Chine. ce qui a, en retour, entraîné des protestations de la part de Pékin. Au mois de juillet 1999, le maire de Nakhodka, Victor Gnezhdilov, a également fait adopter un décret visant à limiter l'accès des immigrants chinois. Paradoxalement, cette crainte d'une « invasion chinoise » renforce également les arguments de ceux qui à Moscou, sont favorables à une stratégie de coopération étroite avec Pékin (y compris en matière d'armement) afin d'éviter un effondrement brutal « à la Russe » du système, qui pourrait entraîner un véritable « débordement » de réfugiés chinois vers la Russie.

Mais cette immigration chinoise vers l'Extrême-Orient russe est d'autant plus difficile à contrôler qu'elle correspond à une véritable complémentarité en matière de main-d'œuvre comme en matière d'échanges commerciaux. Ce qui constitue, en fait, le seul marché possible pour les produits originaires du nord-est de la Chine.

CONCLUSION

La Chine et la Russie s'opposent à l'élargissement de l'OTAN et de ses prérogatives. C'est là le seul véritable point commun de leur vision sur l'état du monde. Le partenariat stratégique sino-russe est effectivement fondé sur le désir de s'opposer à l'hégémonie américaine. C'est surprenant et paradoxal car Washington représente, pour Moscou comme pour Pékin, un partenaire privilégié en matière de stratégie et d'économie. Par ailleurs il reste bien des discordances entre Pékin et Moscou, que ce soit au niveau global ou régional. Les échanges économiques sino-russe sont loin d'égaliser les contrats passés avec le géant américain. Plus important encore, la Chine connaît une croissance économique incontestée alors que la Russie accuse le contrecoup de l'éclatement de l'URSS.

Qu'en est-il alors de la solidité de ce partenariat qui cerne des accords stratégiques pour l'essentiel entre deux géants qui bougent mais pas dans le même sens ? L'histoire nous rappelle en permanence qu'une stratégie est bien souvent éphémère. Un revirement de position est possible lorsqu'il s'agit de deux pays frontaliers qui se sont épiés durant des siècles. La question sur l'avenir du partenariat sino-russe n'est donc pas caduque et l'observateur extérieur ne manquera pas d'être pessimiste.

BIBLIOGRAPHIE

**-Géopolitique de la Chine par Jean-François
DUFOUR**

**-Géopolitique de la Russie de Jean-Christophe
ROMER**

**-Le dialogue MOSCOU-PEKIN depuis MAO par
Gerald Segal**

**-Atlas historique de la Russie par John
CHANNON**

-La Chine au XX° siècle par Alain ROUX

**-L'effondrement de l'Empire soviétique de Anne
de TINGUY**

**- *la nouvelle Russie : l'après 1991, un nouveau
temps des troubles***

**- *Russian and Asia-Pacific Security* de Gennady
CHUFRIN**

**- *The Limits of Sino-Russian
Strategic Partnership* de Jennifer ANDERSON**

**- *Rapprochement or Rivalry ? : Russian-China
relations in changing Asia* de Sherman GARNETT**